RCS : BAYONNE
Code greffe : 6401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BAYONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 00665
Numéro SIREN : 450 385 612
Nom ou dénomination : AUBERGE DE BIDARRAY

Ce dépôt a été enregistré le 05/10/2022 sous le numéro de dépôt 7068

AUBERGE DE BIDARRAY
Société par actions simplifiée au capital de 38 948 €
Siège social : Chahatoenia, 64780 BIDARRAY
450 385 612 RCS BAYONNE

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 31 AOUT 2022

L'an deux mille vingt-deux,
Le 31 août,
A 10 heures,

A VILLENEUVE D'ASCQ,

La société P V P, Société par actions simplifiée au capital de 10 546 880 €, ayant son siège social 8 Rue Haddock, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 399 269 943 RCS LILLE METROPOLE, représentée par la société PARENTHESE SRL, Société de droit belge ayant son siège social 2 Rue de la Grande Couture, 7522 MARQUAIN (TOURNAI), immatriculée au Registre des entreprises sous le numéro 0764.476.794, représentée par son administrateur la SRL HIBEL, elle-même représentée par Monsieur Henri PARENT son représentant permanent.

Associée unique de la société AUBERGE DE BIDARRAY,

Après avoir exposé :

- que le capital pourrait être augmenté de 8.144.298,63 € pour être porté de 38.948 € à 8.183.246,63 €, par l'émission de 62.648.451 actions nouvelles de 0,13 € chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,

- que ces actions nouvelles seraient émises au pair, soit 0,13 € par action,

- qu'elles seraient libérées en totalité lors de leur souscription,

- qu'afin de se conformer aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, elle doit statuer sur un projet d'augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de la Société, dans les conditions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code de travail,

En outre,

- que le bilan de la Société, arrêté au 31 août 2021 et approuvé le 28 février 2022 a fait apparaître une perte reportée de -7.411.923,58 €, les capitaux propres ressortant à -7.372.314,52 €,

- qu'afin d'assainir la situation de la Société, **après la réalisation de l'augmentation de capital ci-dessus présentée**, il conviendrait de réduire le capital d'une somme de 7.411.923,61 €, le ramenant ainsi de 8.183.246,63 € à 771.323,02 €,

- que cette réduction pourrait être réalisée par voie d'échange des 62.948.051 actions existantes contre 5.933.254 actions nouvelles de 0,13 € de nominal chacune.

A pris les décisions suivantes :

- Augmentation du capital social de 8.144.298,63 € par la création de 62.648.451 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,

- Autorisation à conférer au Président aux fins de procéder à une augmentation du capital social par la création d'actions de numéraire réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce,

- Réduction du capital social d'une somme de 7.411.923,61 € en raison des pertes,

- Modification corrélative des statuts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DÉCISION

L'associée unique, après avoir constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 8.144.298,63 € pour le porter de 38.948 € à 8.183.246,63 €, par l'émission de 62.648.451 actions nouvelles de numéraire de 0,13 € de nominal chacune.

Les actions nouvelles seront émises au pair, soit 0,13 € par action.

Elles seront libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide que l'augmentation de capital décidée ci-dessus lui est réservée en totalité et qu'elle a d'ores et déjà libéré intégralement le montant de sa souscription par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

L'associée unique constate en outre :

- que la somme de 8.144.298,63 €, montant de sa souscription par compensation, correspond à des créances liquides et exigibles détenue sur la Société, ainsi qu'il ressort de l'arrêté de compte certifié par la Présidente.

- **que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée. Le capital est porté à 8.183.246,63 €, divisé en 62.948.051 actions de 0,13 €.**

TROISIEME DÉCISION

L'associée unique, statuant en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, décide de ne pas réaliser d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire réservée aux salariés de la Société aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

QUATRIEME DÉCISION

L'associée unique décide de réduire le capital social d'une somme de 7.411.923,61 € pour le ramener de 8.183.246,63 € à 771.323,02 €, par résorption à due concurrence des pertes telles qu'elles apparaissent dans les comptes annuels arrêtés au 31 août 2021 et régulièrement approuvés par décisions du 28 février 2022.

CINQUIEME DÉCISION

L'associée unique décide de réaliser cette réduction de capital par voie de réduction du nombre d'actions, au moyen de l'échange des 62.948.051 actions existantes de 0,13 € chacune, entièrement libérées, contre 5.933.254 actions d'une même valeur nominale, entièrement libérées.

Ces actions nouvelles ainsi créées seront attribuées à l'associée unique.

SIXIEME DÉCISION

En conséquence des décisions qui précèdent, l'associée unique décide de modifier comme suit les articles 6 des statuts :

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SEPT CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE TROIS CENT VINGT TROIS EUROS ET DEUX CENTIMES (771.323,02 €), divisé en CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE TROIS MILLE DEUX CENT CINQUANTE QUATRE (5.933.254) actions de 0,13 € de nominal chacune de même catégorie, entièrement libérées, attribuées à l'associée unique.

Etant rappelé que :

- Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2008 et par décision du Président en date du 21 février 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 2.356.000 € pour le porter de 40.000 € à 2.396.000 €.

- Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2009 et par décisions du Président du 28 août 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 600.000 € puis réduit d'une somme 2.957.052 € pour le porter de 2.396.000 € à 38.948 €.

- Suivant décisions de l'associée unique en date du 31 août 2022 :

  1. le capital social a été augmenté d'une somme de 8.144.298,63 € en numéraire, pour être porté de 38.948 € à 8.183.246,63 €.

  2. le capital a été réduit de 7.411.923,61 € pour être ramené à 771.323,02 €.

SEPTIEME DÉCISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

CLOTURE

De tout ce que dessus, l'associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

La SAS PVP
Représentée par :
La Société PARENTHESE SRL
Représentée par :
La Société SRL HIBEL, en qualité d'administrateur
elle-même représentée par M. Henri PARENT

AUBERGE DE BIDARRAY
Société par actions simplifiée au capital de 38 948 €
Siège social : Chahatoenia, 64780 BIDARRAY
450 385 612 RCS BAYONNE

ARRETE DE COMPTE COURANT

La **société SAS P V P, Présidente** de la société AUBERGE DE BIDARRAY, représentée par la Société PARENTHESE SRL en sa qualité de Présidente, elle-même représentée par la Société SRL HIBEL, administrateur, agissant par le biais de son représentant permanent Monsieur Henri PARENT,

Arrête le solde créditeur à ce jour du compte courant de la Société P V P, associée unique, **ledit solde s'élevant à 8.144.298,69 €,** en vue de la libération des actions nouvelles créées en représentation de l'augmentation de capital par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société.

Fait à BIDARRAY
Le 31 août 2022

Certifié exact

La Présidente :
La SAS PVP
Représentée par :
La Société PARENTHESE SRL
Représentée par :
La Société SRL HIBEL, en qualité d'administrateur
elle-même représentée par M. Henri PARENT

sodecal

conseil • expertise comptable • audit

Commissaires aux comptes
Anne Laure Destruel
Thierry Marty
Christophe Carles
Jérôme Cathala
Thierry Eychenne
Pascal Fouque
Sylvie Maguelonne
Sébastien Roch

AUBERGE DE BIDARRAY

Société par actions simplifiée au capital de 38 948 €
Chahatoenia
64780 BISARRAY

RCS : BAYONNE 450 385 612

05 63 03 86 65
audit@sodecal.fr

449, Avenue du Danemark
Albasud - BP 364
82000 Montauban

MEMBRE INDÉPENDANT
AUDECIA

Société de commissaires aux comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Toulouse
SAS au capital de 7 638 €
RCS Montauban 314 484 481

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE

AUBERGE DE BIDARRAY

SAS au capital de 38 948 €
Chahatoenia
64780 BISARRAY

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE

Au Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes désigné par décision de l'associée unique du 9 août 2022, en vue d'établir le certificat prévu à l'article L. 225-146 alinéa 2 du code de commerce, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier :

- le bulletin de souscription par lequel la société PVP a souscrit 62 648 451 actions nouvelles d'un nominal de 0,13 euros de la société AUBERGE DE BIDARRAY à l'occasion d'une augmentation du capital décidée par décision de l'associée unique du 31 août 2022 ;

- la déclaration incluse dans le bulletin manifestant la décision de la société P V P de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la société;

- le caractère liquide et exigible de cette créance ;

- l' écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des actions.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que conformément aux textes légaux et règlementaires, l'arrêté de compte établi le 31 août 2022, par le Président, duquel il ressort que l'associée unique PVP possède sur la société AUBERGE DE BIDARRAY une créance de 8 144 298,63 € euros n'a fait l'objet d'aucune vérification de notre part.

Sur la base de ces vérifications, nous délivrons le présent certificat qui tient lieu de certificat du dépositaire.

A Montauban, le 31 août 2022

SODECAL AUDIT

Thierry EYCHENNE
Commissaire aux comptes

AUBERGE DE BIDARRAY
Société par actions simplifiée au capital de 771.323,02€
Siège social : Chahatoenia, 64780 BIDARRAY
450 385 612 RCS BAYONNE

STATUTS MIS A JOUR LE 31 AOUT 2022

Certifié conforme

La Présidente :
La SAS PVP
Représentée par :
La Société PARENTHESE SRL
Représentée par :
La Société SRL HIBEL, en qualité d'administrateur
elle-même représentée par M. Henri PARENT

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée (SAS) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents Statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **AUBERGE DE BIDARRAY.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La création, l'aménagement, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance et l'exploitation, par tous moyens, de tous fonds de commerce d'hôtellerie et de restauration et, plus particulièrement, d'une auberge située sur le site de Chahatoenia à Bidarray (64780),
- La conception, la production et/ou le commerce de tous produits alimentaires,
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,
- et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes ou encore susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement, toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Bidarray (64780) - Chahatoenia.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président, lequel est habilité dans ce cas à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SEPT CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE TROIS CENT VINGT TROIS EUROS ET DEUX CENTIMES (771.323,02 €), divisé en CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE TROIS MILLE DEUX CENT CINQUANTE QUATRE (5.933.254) actions de 0,13 € de nominal chacune de même catégorie, entièrement libérées, attribuées à l'associée unique.

Etant rappelé que :

- Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2008 et par décision du Président en date du 21 février 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 2.356.000 € pour le porter de 40.000 € à 2.396.000 €.

- Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2009 et par décisions du Président du 28 août 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de 600.000 € puis réduit d'une somme 2.957.052 € pour le porter de 2.396.000 € à 38.948 €.

- Suivant décisions de l'associée unique en date du 31 août 2022 :

  1. le capital social a été augmenté d'une somme de 8.144.298,63 € en numéraire, pour être porté de 38.948 € à 8.183.246,63 €.

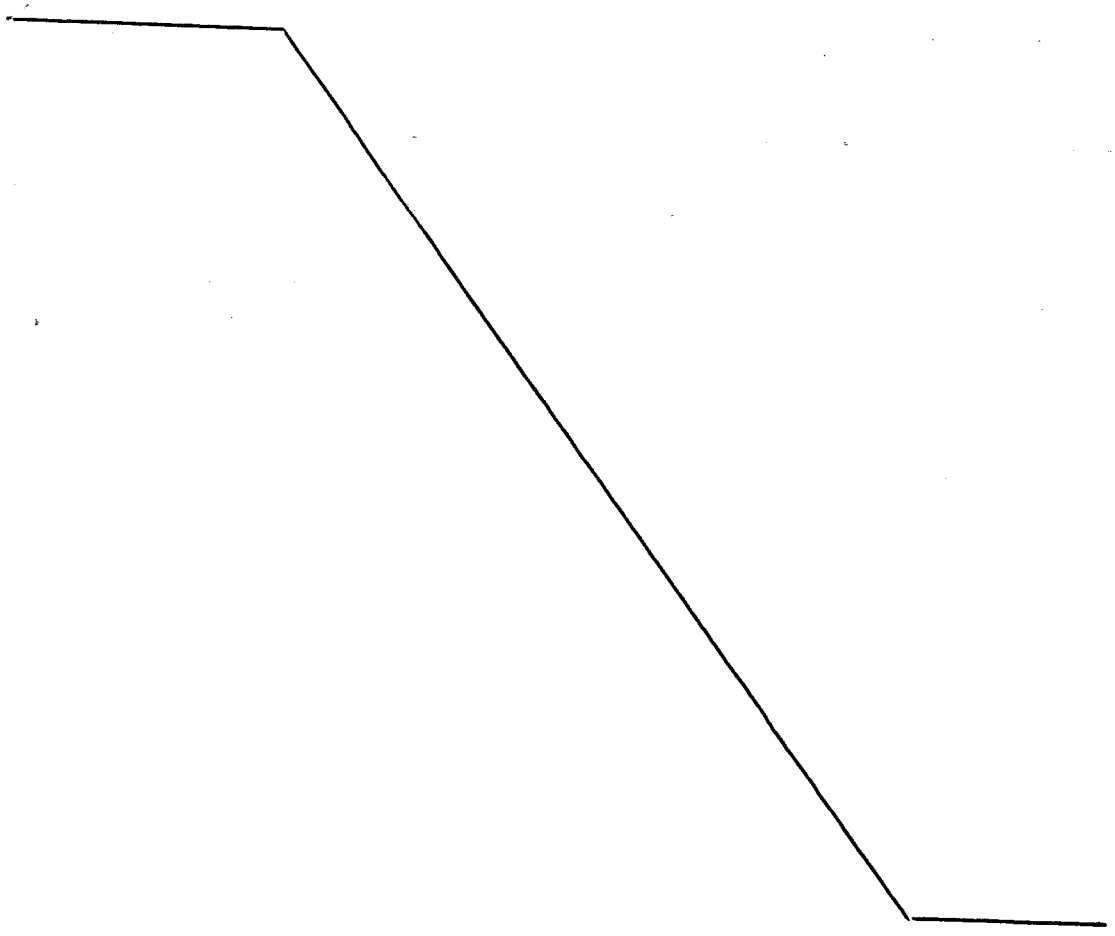
  2. le capital a été réduit de 7.411.923,61 € pour être ramené à 771.323,02 €.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés prises dans les conditions de l'article 13 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.



ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et un registre coté et paraphé, dénommé "Registre des mouvements de titres", tenus chronologiquement à cet effet par la Société.

Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions peuvent être librement cédées. La transmission des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant. Ce mouvement est inscrit chronologiquement sur le "Registre des mouvements de titres". La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions des associés.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 11 - DIRECTION DE LA SOCIETE

11.1 Le Président

La Société est dirigée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société, qui peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux.

Le Président, personne morale, est représenté par son représentant légal ou toute autre personne physique spécialement habilitée à le représenter. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les dispositions légales fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la Société.

a. Nomination

Le Président est nommé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

b. Rémunération

Le Président peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

c. Démission - Révocation

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois, lequel pourra être réduit par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

Le Président est révocable à tout moment par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts. La décision de révocation peut ne pas être motivée et, en tout état de cause, aucun juste motif n'est nécessaire.

d. Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de son objet social.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Les associés peuvent être consultés par le Président sur tout sujet. Toutefois, le Président doit obligatoirement consulter préalablement l'associé unique ou la collectivité des associés dans les domaines qui requièrent une décision collective des associés conformément à l'article 13.1 des Statuts. A l'égard de la Société, les pouvoirs du Président peuvent être soumis à d'autres limitations de pouvoirs, statutaires ou non, ces limitations n'étant pas opposables aux tiers.

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

11.2 Directeur général

a. Nomination

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, peuvent nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société, dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

Le Directeur Général est soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le Président.

La durée du mandat du Directeur Général est fixée à une année. Son mandat prend fin à l'issue de la décision des associés statuant sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et prise dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Le mandat du Directeur Général est renouvelable sans limitation.

b. Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

c. Démission - Révocation

Le Directeur Général peut démissionner et est révocable dans les mêmes conditions que le Président.

d. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général a pour mission d'assister le Président dans l'exercice de sa mission.

Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. A l'égard de la Société, le Directeur Général est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs, statutaires ou non, que le Président, ces limitations n'étant pas opposables aux tiers.

Le Directeur Général peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, sous réserve de tenir informés le Président et les associés.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions réglementées mentionnées au paragraphe précédent et conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf, lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des associés des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

13.1 Domaine réservé aux décisions collectives

Les décisions suivantes doivent être prises par la collectivité des associés :

- augmentation, réduction, ou amortissement du capital social,
- émission de toutes valeurs mobilières,

- fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution ou prorogation de la Société,
- nomination des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et des conventions réglementées et affectation des résultats,
- nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président et des Directeurs Généraux,
- modification des Statuts, à l'exception du changement de siège social,
- transformation de la Société en société d'une autre forme,
- nomination d'un liquidateur et liquidation.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

13.2 Quorum - Majorité

Les décisions collectives prises en assemblée ou par consultation écrite ne peuvent être adoptées que si les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen possèdent au moins un quart des droits de vote.

Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions collectives des associés doivent être adoptées par plus de la moitié des droits de vote détenus par les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen.

Conformément à l'article L. 227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification de clauses statutaires concernant :

- l'inaliénabilité temporaire des actions,
- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- la transformation de la Société en société en nom collectif,

devront être décidées à l'unanimité des associés.

13.3 Vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède. Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associée ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés (écrit, e-mail, lettre, fax et même verbalement) pour l'expression du vote, sauf pour les décisions prises par acte sous seing privé pour lesquelles tous les associés doivent signer l'acte.

Le vote transmis par chacun des associés est définitif. Tout associé qui s'abstient d'émettre un vote sur une résolution ou ne transmet pas son vote dans les délais indiqués ci-dessous en cas de consultation écrite est réputé avoir émis un vote négatif sur la résolution proposée.

13.4 Modalités de consultation des associés

Les décisions collectives des associés sont prises aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative du Président, d'un ou plusieurs associés ou du commissaire aux comptes titulaire. Le commissaire aux comptes titulaire ne pourra consulter la collectivité des associés qu'après avoir vainement demandé au Président d'organiser une consultation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au choix de l'initiateur de la consultation, les décisions des associés sont prises (a) en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence téléphonique, (b) par consultation écrite ou (c) par un acte sous seing privé signé par tous les associés. En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par l'initiateur de la consultation.

a. Consultation en assemblée

Les associés, le commissaire aux comptes titulaire et le Président, s'il n'est pas l'auteur de la convocation, sont convoqués en assemblée par tous moyens (y compris verbalement) cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sans délai. La convocation communique aux intéressés le jour, l'heure, le lieu ou les modalités d'accès en cas d'assemblée réunie par téléphone ou vidéoconférence, et l'ordre du jour de l'assemblée. Dès la convocation, le texte des projets des résolutions proposées et tous documents visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit son président de séance.

b. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation communique par tous moyens (y compris verbalement) à tous les associés et au commissaire aux comptes titulaire, avec copie au Président s'il n'est pas l'auteur, l'ordre du jour de la consultation. Les associés disposent d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la communication de l'ordre du jour pour émettre leur vote, lequel peut être émis par tous moyens écrits, et pour communiquer leur vote au Président.

Dès la communication de l'ordre du jour de la consultation écrite, le texte des projets des résolutions proposées et tous documents visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

c. Consultation par acte sous seing privé

L'auteur de la consultation peut également consulter les associés par acte sous seing privé. Dans ce cas, la décision de la collectivité des associés émanera de la signature par tous les associés d'un procès-verbal, aucune autre formalité ne sera requise.

13.5 Constatation des décisions collectives

Les décisions collectives d'associés sont constatées par un procès-verbal, établi et signé par le Président dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation, par télécopie ou correspondance, au plus tard dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

Ces procès-verbaux doivent comporter les mentions suivantes :

- le mode de consultation,
- la liste des associés avec le nombre d'actions et de droits de vote dont chacun est titulaire,
- les noms des associés ayant participé au vote ou à la réunion avec, le cas échéant, le nom de leur représentant,
- la liste des documents et rapports mis à la disposition des associés,
- le texte des résolutions proposées au vote des associés,
- le résultat des votes,

le cas échéant :

- la date et le lieu de l'assemblée,
- le nom et la qualité du président de l'assemblée,
- la présence ou l'absence des commissaires aux comptes,

Aux procès-verbaux doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article R. 221-3 du Code de commerce.

ARTICLE 14 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et consignés dans un registre côté, paraphé et tenu selon les dispositions de l'article R. 221-3 du Code de commerce.

ARTICLE 15 - INFORMATION DES ASSOCIES

Pour toutes les décisions collectives des associés où les dispositions légales imposent que le Président et/ou le(s) commissaire(s) aux comptes établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra mettre à la disposition des associés au siège social de la Société, au plus tard le jour de l'envoi de la convocation en cas de consultation en assemblée ou de la communication de l'ordre du jour en cas de consultation écrite, les projets de résolutions et le ou les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Les associés peuvent à tout moment durant les heures d'ouverture, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société et, éventuellement prendre copie (i) des comptes annuels et du tableau des résultats de la Société au cours des trois (3) derniers exercices (ii) des registres sociaux (iii) du registre des mouvements de titres et comptes d'associés et (iv) des rapports du Président et des commissaires aux comptes des trois (3) derniers exercices.

TITRE V

COMMISSAIRES AUX COMPTES – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er septembre et se clôture le 31 août.

ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le Président dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES - DIVIDENDES

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, de réduire le capital d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 21 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en société de toute autre forme sous réserve des dispositions légales applicables.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée fixée par les Statuts ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président; le commissaire aux comptes conserve son mandat sauf décision contraire des associés.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts seront soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce compétent.

POUVOIR

Je soussignée, Catherine PERE-VERGE

Agissant en qualité de Président de la société Auberge du Bidarray, société par actions simplifiée au capital de € 38.948 ayant son siège Chahatoenia, 64780 Bidarray, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 450.385.612,

Donne pouvoirs à :

Cabinet Franklin
26, avenue Kléber
75116 Paris

22 OCT. 2009

A l'effet de, pour moi et pour mon compte, procéder à toute formalité auprès du Greffe du Tribunal de Commerce et du Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne et à toutes modifications dans l'immatriculation de la société Auberge de Bidarray auprès dudit Registre du Commerce et des Sociétés.

Aux fins ci-dessus, procéder à tout dépôt, effectuer toute déclaration, compléter et signer tous documents et pièces, substituer si besoin est, obtenir la délivrance de tout reçu ou pièce et, en général, faire le nécessaire.

Fait à Paris

Le 12 octobre 2009

Mme Catherine PERE-VERGE
Président